

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02100 SAINT QUENTIN

Saint Quentin
le 27 mai 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2024

Contexte et constats

publié sur 
ARF

Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne
02800 Vendeuil

Références : ARFV24RINSP175

Code AIOT : 0005103993

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement ARF implanté Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil.

La visite a été faite dans le cadre de l'action nationale incinération 3520.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARF
- Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil
- Code AIOT : 0005103993 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La société ARF exploite sur les communes de Vendeuil et de Travecy une installation de prétraitement, regroupement, transit et traitement par incinération de déchets dangereux.

Le site est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités seuil haut associées aux rubriques 4120 "Toxicité aiguë catégorie 2" et 4511 "Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2".

Il est soumis à la directive IED (BREF WI) pour la rubrique principale n° 3520 : "Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets, pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, ou pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2024 incinération 3520

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Demande d'action corrective	3 Mois
6	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	
7	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Il a été constaté que suite à un contrôle inopiné, l'exploitant a dû revoir son positionnement de son dossier de réexamen sur la fréquence de surveillance du paramètre mercure et renforcer le traitement des fumées par la mise en place d'une ligne d'injection de charbon actif dédié à traiter le mercure.

Si l'origine du dépassement en dioxines furannes est avérée, il nécessite la mise en oeuvre d'un plan de gestion des situations autre que normal. Ces situations doivent être quantifiées sur l'année et la durée ne doit pas dépasser les 250 heures. Un positionnement de l'exploitant est attendu sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2024 Situation administrative de l'installation

Prescription contrôlée :

Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :

1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :

a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;

b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;

2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :

a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;

b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

- seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ;
- plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ;
- des déchets municipaux en mélange sont incinérés.

Constats :

Le volume d'activité autorisé est de **180 000 t/an** dans l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013. L'enceinte statique d'incinération associée au traitement des fumées a une capacité de 8 t/h pour 60000 tonnes par an et le four rotatif a une capacité de 30 t/h pour 150000 t/an.

La rubrique principale est la 3520-b

En 2023 le tonnage des déchets traité est de 142 000 tonnes dont 1/3 dans l'enceinte statique.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

Thème(s) : Actions nationales 2024 Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).

Notas :

(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.

(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

Constats :

L'historique des analyses sur le paramètre mercure permettait de faire des analyses tous les six mois. Suite à un contrôle inopiné les 28 et 29 novembre 2023, la concentration mesurée était très largement au-dessus de la valeur limite. L'exploitant qui avait mandaté un bureau de contrôle quelques jours après le contrôle inopiné a constaté à nouveau un dépassement.

Conformément à l'arrêté ministériel il a décidé de mettre en place une mesure en continu de ce paramètre. Un appareil en location est en place depuis le 13 mars 2024 en attendant l'acquisition d'un équipement.

Le jour de l'inspection, l'appareil affichait une valeur brute de 2µg/Nm³

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

Thème(s) : Actions nationales 2024 Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

Constats

Extrait du dossier de réexamen :

Les PBDD/F ne sont pas recherchés. Des analyses sont prévues pour les PCB/DL sur deux ans de manière à démontrer que les concentrations sont inférieures à 0,01 ng OMS TEQ/Nm³ et ainsi pouvoir arrêter la surveillance sur ce paramètre.

L'exploitant a justifié son positionnement par l'absence d'ajout de réaction bromé dans la chaudière, et la teneur en halogène totaux, exprimés en Chlore qui doit être inférieure à 1%. Il fait tout de même réaliser à chaque campagne de mesure des rejets à son initiative la mesure des PBDD/F, seul le laboratoire de contrôle inopiné ne rend pas ces résultats.

Concernant les PCB/DL, en plus des mesures réalisées lors de contrôles externes (voir résultats ci-après), il a demandé à quantifier ce paramètre par le laboratoire sur les cartouches mensuelles à partir de mars 2024.

Résultats :

En novembre 2022 PCB/DL 0.0000302 (concentration normalisée à 11 % d'O₂ (ng/m³ sec)

En novembre 2023 PCB/DL 0.00002230 (concentration normalisée à 11 % d'O₂ (ng/m³ sec)

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024 Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

Faute de laboratoire disponible, l'exploitant a enregistré les données disponibles (surveillance en continu) lors du démarrage de ses installations entre le 16 et 18 juin 2023.

Un laboratoire a été mandaté pour faire les mesures lors du prochain arrêt technique au mois de mai.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024 Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

L'exploitant s'appuie sur un ensemble de documents et procédures pour gérer la survenue de situation anormales d'exploitation. Il n'a pas identifié dans l'ensemble des modes opératoires des périodes OTNOC en dehors des opérations de mise à l'arrêt ou de redémarrage des équipements.

L'exploitant vient d'être informé d'un dépassement en dioxine sur la cartouche. Il l'a attribué au percement d'une des manches du filtre à manches. Ce défaut avait été détecté à partir de la mesure en continu d'un deuxième analyseur de poussières.

L'inspection considère que cette durée d'indisponibilité d'un filtre en parfait état est à intégrer dans ce plan de gestion des OTNOC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de revoir son positionnement sous 3 mois.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 6 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1

Thème(s) : Actions nationales 2024 Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

Constats :

Contrôle inopiné 28 et 29 novembre 2023 en mercure (Hg)

3394 µg /Nm³ (VLE à 20 µg/Nm³) 126,8 g/h (VLE à 2,5 g/h) (non conforme)

Les résultats ont été communiqués à l'exploitant le 19 janvier 2024.

Le 25 janvier 2024 l'exploitant a reçu le résultat de l'analyse du 10 novembre 2023.

55 µg/Nm³ 4,141 g/h (non conforme)

Le 20 mars 2024 l'exploitant a reçu le résultat de l'analyse du 23 janvier 2024.

14,73 µg/Nm³ 1 g/h (conforme)

Selon l'exploitant, les teneurs d'acceptabilités des déchets solides sont respectées (AsHgCdTI <0,3%) aussi le taux d'abattement du mercure par le charbon actif est insuffisant.

L'exploitant va mettre en place une deuxième ligne d'injection de charbon actif ayant plus d'affinité avec le mercure.

Le jour de l'inspection, les données de l'analyseur pour le mercure sont accessibles en local. Un automatisme est en cours de développement pour l'associer à la ligne supplémentaire d'injection de charbon actif.

Paramètre dioxines/furannes.

L'injection en charbon actif avait été augmentée suite à un dépassement en dioxine en 2023. Elle est passée de 100 mg/m³ de fumée à 150 mg.

Suite à l'obtention des résultats montrant un dépassement sur la période du 27 juillet au 28 août 2023 (0,13618 ng/Nm³) l'exploitant a mandaté un laboratoire le 9/10/2023 pour une mesure ponctuelle (résultat conforme 0.001978 ng/Nm³)

L'exploitant a programmé une mesure ponctuelle suite à dépassement sur la période du 22 décembre au 22 janvier 2024 (0,153 ng /Nm³) qu'il associe au percement d'une manche. Le résultat de la mesure ponctuelle déterminera les suites à donner.

La quantité injectée qui était vérifiée par une mesure différentielle sera vérifiée en continu avec le maintien d'une mesure différentielle par jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dès que la ligne d'injection complémentaire en charbon actif est opérationnelle, l'exploitant communiquera à l'inspection les résultats obtenus du paramètre mercure, une fois par semaine durant deux mois en indiquant la quantité injectée de charbon actif.

L'exploitant communiquera à l'inspection le résultat de la mesure ponctuelle pour le paramètre dioxines/furannes.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	1	Mois

N° 7 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8

Thème(s) : Actions nationales 2024 Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.

Constats :

Il faut prendre en considération selon l'arrêté ministériel :

- les effluents aqueux résultant de l'épuration des fumées,
- les effluents aqueux résultant du traitement des mâchefers.

Pour le site les fumées et mâchefers ne sont pas en contact avec des effluents. Les eaux de ruissellements sont encadrés par l'arrêté préfectoral.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :